

REUNION DE TRAVAIL AVEC BRUNO LE MAIRE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Déclaration de Jean-Louis Chauzy
Président du CESER Occitanie

L'AVENIR DE L'USINE BOSCH RODEZ ET DE LA FILIERE DIESEL : ANALYSE ET PROPOSITIONS

Ce qui devait arriver, arrive : après 20 ans de baisse, les émissions de CO2 des nouvelles immatriculations de voiture en France et en Europe sont à la hausse. C'est aussi le cas pour les fabricants des véhicules électriques Renault et Nissan.

Cette situation qui vient d'être analysée par un cabinet spécialisé est liée à la baisse du diesel et au développement des moteurs à essence : moins de diesel = plus de pollution !

La diabolisation du diesel par les gouvernements successifs, les interdictions de circulation dans les villes (Paris, puis l'Allemagne), ou le projet de référendum sur l'avenir des voitures à moteur thermique dans les agglomérations, répétés en boucle, provoquent l'effet inverse à celui recherché, alors que les véhicules diesel de nouvelle génération émettent 20% de moins d'émission de particules que les moteurs à essence.

Tout cela a des conséquences sur l'industrie, la filière diesel, mais aussi sur la santé des habitants que les mesures d'interdiction étaient sensées protéger.

La filière diesel qui représente 12000 emplois industriels en France se trouve fragilisée. Il en est de même sur le plan européen, et notamment en Allemagne, à cause notamment du dieselgate qui va coûter 25 milliards d'euros à Volkswagen.

Le rétablissement de la parité fiscale essence/diesel aggrave les coûts des utilisateurs du diesel, notamment de ceux qui dans leur travail, leur mode de transport, ont besoin de ce type de véhicule et donc de carburant. On retrouve ce phénomène notamment dans les zones rurales.

Cette situation fragilise toute une filière industrielle alors que personne ne peut affirmer (sans mentir) en quelle année les véhicules électriques seront possibles dans toutes les communes de la France et de l'Europe (coût des batteries, recyclage, implantation des bornes électriques...).

Au moment où le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, reçoit les syndicats de l'usine Bosch Rodez avec les élus, les parlementaires et le CESER Occitanie, pour aborder l'avenir d'une usine qui emploie 1600 salariés (100% diesel), et qui est à Rodez ce qu'Airbus est à Toulouse, nous devons rappeler que le diesel de dernière technologie a un avenir, mais que les baisses de fabrications aggravées depuis 3 ans oblige à investir pour diversifier la production industrielle d'un site particulièrement menacé : Bosch à Rodez.

Les 5 propositions:

- 1.** Nous devons **faire évoluer le projet industriel de Bosch Rodez vers le même modèle que les sites de Bosch en Allemagne** avec plusieurs produits pour chaque site ;
- 2.** Nous avons besoin d'une **coopération industrielle entre la France et l'Allemagne avec les constructeurs**, comme le propose le Président de BMW, pour définir une stratégie partagée, les évolutions technologiques et permettre une mobilité durable et accessible à tous. **Il faut un dialogue entre les constructeurs et les équipementiers à l'échelle de l'Europe, de la France et l'Allemagne** pour commencer. C'est ce que nous demandons à Bruno Le Maire ;
- 3.** La réunion du comité stratégique de la filière automobile doit **mettre en place un groupe de travail avec la fédération de la métallurgie des organisations syndicales sur les mutations technologiques** ;
- 4.** Nous demandons à l'Etat et au Préfet de la région Occitanie **d'installer un comité régional de la filière automobile qui travaillera avec les clusters automobiles et les partenaires institutionnels** ;
- 5.** Le CESER propose de **faire du site Bosch Rodez un campus industriel avec un centre de formation par apprentissage et une ingénierie** permettant la diversification des activités industrielles avec les acteurs de la Mécanic Valley et de grands industriels, la Communauté d'agglomération de Rodez et la Région, pour favoriser l'innovation et le transfert des technologies.

Pour y parvenir, nous avons besoin du soutien du ministre de l'Economie et des Finances et du Président de la République à travers leurs relations avec le nouveau Gouvernement allemand, afin d'obtenir du Président du Conseil de Surveillance du Groupe Bosch à Stuttgart la diversification de production pour le site de Rodez (48 ans d'implantation grâce au jumelage des villes de Rodez et Bamberg qui avait permis l'implantation de Bosch en 1970).

Nous devons aussi poursuivre le travail de concertation entre la Direction du Groupe, les syndicats, les collectivités avec l'Etat, pour défendre le potentiel industriel et donc les emplois d'une usine référence pour sa qualité industrielle, usine du futur, mais aussi pour la qualité des relations sociales depuis plus de 10 ans !

La bataille pour l'emploi, les coopérations européennes pour l'industrie et l'innovation, passe par Rodez et le développement de l'usine Bosch. Elle concerne bien sûr le Gouvernement et les industriels en France comme en Allemagne, au bénéfice de l'emploi et de l'avenir de nos territoires.